

LE FIGARO du 26/08/2018

Budget 2019 : des objectifs ambitieux, mais encore du flou sur les économies

- Par [Cécile Crouzel](#) - Mis à jour le 26/08/2018 à 17:06 - Publié le 26/08/2018 à 12:18

Heures supplémentaires, prestations sociales: Philippe présente les mesures du budget 2019. Parmi les points clés du projet de loi de Finances, le premier ministre a également annoncé la suppression de 4500 postes dans la fonction publique d'État en 2019 et la baisse des financements des contrats aidés. Néanmoins, quelques réformes structurelles se dessinent.

[Dans son interview au JDD ce dimanche](#), [Édouard Philippe](#) affirme que le gouvernement restera «dans la ligne de ses engagements, sur la baisse des prélèvements obligatoires comme sur la maîtrise des dépenses publiques et de la dette».

En matière de dépenses en particulier, les objectifs de l'exécutif sont ambitieux. Les dépenses de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales (hors crédits d'impôt) doivent progresser, hors inflation, de 0,7% en 2018, puis de 0,4% en 2019 et de 0,3% à 0,1% par an entre 2020 à 2022. Ce qui est nettement inférieur à ce qui s'est fait par le passé (+0,8% en moyenne de 2010 à 2016). Le but est de ramener la part des dépenses publiques dans la richesse nationale, hors crédit d'impôts, à 51% en 2022, contre 55% en 2017. Une nécessité quand on sait que la France est championne d'Europe en la matière.

150.000 postes de fonctionnaires supprimés de 2007 à 2012

Le problème, c'est que le plan de route est loin d'être précis. Le premier ministre a annoncé dimanche la suppression de 4500 postes de fonctionnaires d'État en 2018, après 1600 en 2017 (organismes parapublic inclus). Ce qui est extrêmement peu: sous le quinquennat Sarkozy, 150.000 postes avaient disparu. Le gouvernement promet une montée en puissance, avec plus de 10.000 suppressions en 2020, grâce à la [réforme en cours de la fonction publique](#) (hausse de la mobilité, du recours aux contractuels etc...). Mais, à l'heure actuelle, cela reste une promesse... À Bercy, certains considèrent d'ailleurs que la baisse du nombre de fonctionnaires n'est pas très efficace: «50.000 postes en moins au sein de l'État, c'est 1,5 milliard d'euros d'économies annuelles à terme, en 2022. C'est peu pour beaucoup d'ennuis politiques», estime une source gouvernementale.

En matière de prestations sociales, l'exécutif utilise le rabot, comme ses prédécesseurs avant lui. Ainsi, les pensions de retraite, les prestations familiales, les aides au logement, les pensions d'invalidité et les rentes accidents du travail ne seront revalorisées que de 0,3% en 2019 et 2020. Soit bien en deçà de l'inflation (2,3% en juillet dernier). En 2014, le gouvernement Valls avait gelé des prestations sociales, avec à la clé 2 milliards d'euros d'économies.

Réformes des politiques de l'emploi et du logement

Des mesures plus structurelles d'économies se dessinent néanmoins. Depuis l'an passé, les politiques du logement et de l'emploi ont été revues. Le nombre de [contrats aidés](#), considérés comme peu efficaces dans la lutte contre le chômage, a considérablement baissé, avec 154.000 postes budgétés en 2018 contre 320.000 en 2017. Et la future refonte de l'assurance-chômage doit aussi permettre de réaliser des économies. Une réforme est également en cours au sein de l'audiovisuel public. Mais aussi dans l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements. En fait, le gouvernement va égrainer au fil de l'eau les mesures ministère par ministère.

Il n'empêche, sans réforme solide des retraites et du système de santé, il sera difficile de réduire véritablement la dépense publique en France. Car à elles seules, les dépenses de retraite pèsent 316 milliards d'euros par an et celles de santé, près de 200 milliards, sur un total de plus de 1250 milliards de dépenses publiques. Or pour l'instant, dans ces deux domaines, le gouvernement veut mener des réformes, mais sans avoir pour objectif de faire des économies.